

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

23 avril 2020

PROPOSITION DE LOI

**visant à prendre des mesures de lutte
contre la propagation du coronavirus
COVID-19 en matière ferroviaire**

**AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT
N° 67.267/4 DU 22 AVRIL 2020**

Voir:

Doc 55 **1161/ (2019/2020)**:
001: Proposition de loi de MM. Burton et Scourneau.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

23 april 2020

WETSVOORSTEL

**om maatregelen te nemen in de strijd
tegen de verspreiding van het coronavirus
COVID-19 inzake spoorvervoer**

**ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE
NR. 67.267/4 VAN 22 APRIL 2020**

Zie:

Doc 55 **1161/ (2019/2020)**:
001: Wetsvoorstel van de heren Burton en Scourneau.

01971

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

Le 17 avril 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Président de la Chambre des représentants à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur une proposition de loi "visant à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 en matière ferroviaire", déposée par MM. Emmanuel BURTON et Vincent SCOURNEAU (*Doc. parl.*, Chambre, 2019-2020, n° 55-1161/001).

La proposition a été examinée par la quatrième chambre le 22 avril 2020. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 22 avril 2020.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois "sur le Conseil d'État", coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes:

"L'urgence de cette proposition de loi est motivée par le fait que:

– la présente proposition de loi règle une matière qui aurait pu figurer dans un arrêté de pouvoirs spéciaux, pour lequel l'avis obligatoire du Conseil d'État aurait été requis;

– la présente proposition de loi doit permettre au gouvernement de prendre rapidement les mesures qui s'imposent dans le cadre de la pandémie du coronavirus".

Contrairement aux dispositions des chapitres 1^{er} à 3, destinées à assurer le bon fonctionnement du secteur du transport ferroviaire durant la période de pandémie de coronavirus (COVID-19) à laquelle la Belgique est actuellement confrontée, et dont l'article 18 de la proposition prévoit logiquement qu'elles entrent en vigueur le jour qui suit la publication de la loi au *Moniteur belge*, voire rétroagissent au 1^{er} mars 2020 pour certaines d'entre elles, les dispositions des chapitres 4 et 5 de la proposition de loi visent à prolonger jusqu'au 31 décembre 2021 l'application des régimes d'aide au trafic diffus et au transport combiné, qui cessent, dans l'état actuel de la législation, de produire leurs effets le 31 décembre 2020.

L'article 18, alinéa 2, 2°, de la proposition, prévoit que les dispositions des chapitres 4 et 5 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

Op 17 april 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een wetsvoorstel "om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 inzake spoorvervoer", ingediend door de heren Emmanuel BURTON en Vincent SCOURNEAU (*Parl.St.*, Kamer, 2019-20, nr. 55-1161/001).

Het voorstel is door de vierde kamer onderzocht op 22 april 2020. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 22 april 2020.

*

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten "op de Raad van State", gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering in de brief luidt als volgt:

"L'urgence de cette proposition de loi est motivée par le fait que:

– la présente proposition de loi règle une matière qui aurait pu figurer dans un arrêté de pouvoirs spéciaux, pour lequel l'avis obligatoire du Conseil d'État aurait été requis;

– la présente proposition de loi doit permettre au gouvernement de prendre rapidement les mesures qui s'imposent dans le cadre de la pandémie du coronavirus".

In tegenstelling tot de bepalingen van hoofdstuk 1 tot 3, bedoeld om de goede werking te verzekeren van de sector van het vervoer per spoor voor de duur van de coronapandemie (COVID-19) waar België momenteel mee geconfronteerd wordt, en waarvan artikel 18 van het voorstel logischerwijze bepaalt dat ze in werking treden op de dag die volgt op de bekendmaking van de wet in het *Belgisch Staatsblad*, eventueel zelfs met terugwerkende kracht tot 1 maart 2020 voor sommige daarvan, strekken de bepalingen van hoofdstuk 4 en 5 van het wetsvoorstel ertoe de toepassing van de steunmaatregelen voor het verspreid en het gecombineerd vervoer te verlengen tot 31 december 2021 die, bij de huidige stand van de wetgeving, ophouden uitwerking te hebben op 31 december 2020.

Artikel 18, tweede lid, 2°, van het voorstel, voorziet erin dat de bepalingen van hoofdstuk 4 en 5 in werking treden op 1 januari 2021.

L'adoption de ces dispositions ne présente dès lors pas un caractère d'urgence justifiant la saisine de la section de législation dans le délai de cinq jours prévu par l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

La section de législation limite par conséquent son examen aux seules dispositions des chapitres 1^{er}, 2, 3, et 6, de la proposition.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois "sur le Conseil d'État", coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de la proposition¹, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, les dispositions des chapitres 1^{er}, 2, 3 et 6 de la proposition appellent les observations suivantes.

FORMALITÉ PRÉALABLE

La proposition de loi relève de la compétence de l'Autorité fédérale en matière de réglementation relative au transport, au sens de l'article 6, § 4, 3^o, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 "de réformes institutionnelles".

Elle doit par conséquent être soumise à la procédure d'association des gouvernements de région prévue par cette disposition².

EXAMEN DE LA PROPOSITION

L'article 2, alinéa 1^{er}, de la proposition vise à permettre à l'Autorité de sécurité de "prolonger le délai de quatre mois dont elle dispose conformément au Code ferroviaire et à ses arrêtés d'exécution, pour prendre toutes ses décisions après que toutes les informations demandées ont été fournies, pour toute demande qui lui parvient ou qui est en cours de traitement entre le 1^{er} mars 2020 et le 30 août 2020, pour autant que l'intervention d'un organisme tiers, ou que des visites sur place soient nécessaires au cours du traitement de cette demande pour permettre à l'Autorité de sécurité de prendre sa décision".

Cette disposition, ou à tout le moins son commentaire, gagnerait à être complétée afin de mieux identifier – et si possible de manière exhaustive – les procédures de décision de l'Autorité de sécurité qui sont ici concernées.

Il s'agit notamment:

– des procédures de délivrance, de renouvellement, de mise à jour ou de révision de l'agrément de sécurité ou du certificat de sécurité, conformément à l'article 15 de l'arrêté

¹ S'agissant d'une proposition de loi, on entend par "fondement juridique" la conformité aux normes supérieures.

² Voir également l'article 6, § 8, de la loi spéciale du 8 août 1980 ainsi que l'article 97, § 1^{er}, du règlement de la Chambre.

Het aannemen van die bepalingen is dus niet dermate dringend dat het de adiëring rechtvaardigt van de afdeling Wetgeving binnen de termijn van 5 dagen zoals bedoeld in artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

De afdeling Wetgeving beperkt haar onderzoek bijgevolg uitsluitend tot de bepalingen van hoofdstuk 1, 2, 3, en 6 van het voorstel.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten "op de Raad van State", gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorstel¹, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geven de bepalingen van hoofdstuk 1, 2, 3, en 6 van het voorstel aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTE

Het wetsvoorstel valt onder de bevoegdheid van de federale overheid inzake reglementering op het vervoer, in de zin van artikel 6, § 4, 3^o, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 "tot hervorming der instellingen".

Bijgevolg moeten overeenkomstig die bepaling de gewestregeringen betrokken worden bij het uitwerken van het wetsvoorstel.²

ONDERZOEK VAN HET VOORSTEL

Artikel 2, eerste lid, van het voorstel strekt ertoe de Veiligheidsinstantie te machtigen "de termijn van vier maanden waarover zij overeenkomstig de Spoorcodex en zijn uitvoeringsbesluiten beschikt, [te] verlengen om al haar beslissingen te nemen nadat alle gevraagde inlichtingen zijn verstrekt, voor elk verzoek dat tussen 1 maart 2020 en 30 augustus 2020 door haar ontvangen is of door haar behandeld wordt, voor zover de tussenkomst van een derde instantie of bezoeken ter plaatse gedurende de behandeling van dit verzoek noodzakelijk zijn om de Veiligheidsinstantie in staat te stellen haar beslissing te nemen."

Het verdient aanbeveling om de bepaling, of toch minstens de toelichting erbij, aldus – en indien mogelijk op exhaustieve wijze – aan te vullen dat het duidelijker wordt over welke beslissingsprocedures van de Veiligheidsinstantie het *in casu* gaat.

Het gaat met name om:

– de procedures voor de afgifte, de vernieuwing, de update of de herziening van de veiligheidsvergunning of van het veiligheidscertificaat, overeenkomstig artikel 15 van het

¹ Aangezien het om een wetsvoorstel gaat, wordt onder "rechtsgrond" de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

² Zie eveneens artikel 6, § 8, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 alsook artikel 97, § 1, van het reglement van de Kamer.

royal du 21 novembre 2018 “relatif à l’agrément de sécurité, au certificat de sécurité et au rapport annuel de sécurité”;

– des procédures d’autorisation de mise en service d’un sous-système ou d’un véhicule ou d’autorisation de mise en service pour un type de véhicule, conformément aux articles 5 et 6 de l’arrêté royal du 23 mai 2019 “relatif à la procédure d’autorisation de mise en service des sous-systèmes de nature structurelle, des véhicules et des types de véhicules”.

Le greffier,

Charles-Henri VAN HOVE

Le président,

Martine BAGUET

koninklijk besluit van 21 november 2018 “betreffende de veiligheidsvergunning, het veiligheidscertificaat en het jaarlijks veiligheidsverslag”;

– de procedures van toelating tot indienststelling van een subsysteem of van een voertuig of van toelating tot indienststelling van een voertuigtype, overeenkomstig de artikelen 5 en 6 van het koninklijk besluit van 23 mei 2019 “tot bepaling van de procedure van toelating tot indienststelling van de subsystemen van structurele aard, van voertuigen en van voertuigtypes”.

De griffier,

Charles-Henri VAN HOVE

De voorzitter,

Martine BAGUET